

Solidaire du peuple tunisien  
et de l'Afrique du Nord  
contre

l'impérialisme français

QUEL Français n'a eu dans son enfance de leçons sur le Grand Empire français et plus particulièrement sur ses joyaux de l'Afrique du Nord — Maroc, Algérie, Tunisie — qui « prolongeait » la France? Sans aucun doute possible, le capitalisme français trouvait une source de puissance dans l'exploitation de millions d'opprimés d'Asie et d'Afrique. Son affaiblissement a favorisé le développement des revendications des peuples opprimés et leur lutte, à son tour, vient aggraver la crise dans la métropole. Depuis quatre années, l'impérialisme français prend de sa substance dans la guerre au Viet-Nam et c'est la une des raisons essentielles pour lesquelles, malgré les défaites cuisantes de 1947 et 1948, il ne peut tirer trop avantage de celles-ci. Mais, sans que soit terminée l'aventure du Viet-Nam qui, sans aucun doute, après la victoire des armées de Mao-Tse-Tung en Chine, ne peut qu'aboutir tôt ou tard à un fiasco complet, voici que se développe une nouvelle lutte, beaucoup plus vive encore que celle du Viet-Nam, et qui peut sonner le glas de l'impérialisme français.

L'Afrique du Nord commence à s'agiter de Casablanca à Tunis. En Algérie, une répression forcée donne le caractère de provocation à des mouvements primaires et évènements, s'exerce sous la direction du socialiste Naragela. Depuis plusieurs mois, nous avons dans la vérité dénoncé les actes les plus barbares de cette répression tout à fait dans la tradition de la Gestapo des plus noires journées d'occupation; nous avons dénoncé la répression exercée ici en France contre les militants du M.T.L.D., l'organisation la plus représentative du mouvement d'indépendance du peuple algérien; nous avons attiré l'attention des travailleurs de France sur l'importance révolutionnaire de ce problème qui leur fut posé, d'une manière tangible, par les magnifiques démonstrations des travailleurs nord-africains dans les cortèges du 1<sup>er</sup> mai.

Mais la question de l'Afrique du Nord vient d'être mise à l'ordre du jour des préoccupations gouvernementales à propos du statut de la Tunisie. Avec la reconnaissance de l'indépendance de la Libye, le mouvement d'indépendance nationale de la Tunisie a reçu une impulsion; les sphères gouvernementales et parlementaires de France ne peuvent plus l'ignorer. Au lendemain du Congrès de la S.F.I.O. où l'aile droite l'a aisément emporté, les socialistes se voient, pour diverses raisons que nous ne discuterons pas ici, obligés de poser au gouvernement la question du statut de la Tunisie. Sous prétexte de réformes à introduire, le gouvernement change le résident général. Il est très vraisemblable que, dans sa déchéance et sa ruine irrémédiable, l'impérialisme français — en Tunisie comme dans les autres colonies — va s'acharner à conserver, avec l'aveuglement et la rage de l'impérialisme, à ce dernier que sur la forme pour conserver la substance de son autorité.

Il va de soi que nous appelons les travailleurs de France à soutenir sans réserve aucune, le droit du peuple tunisien à son indépendance totale.

Dans le n° 253 de la Vérité, nous avons publié une interview de M. Habib Bourguiba, leader du Neo-Destour, le parti nationaliste tunisien, interview dans laquelle il affirmait la volonté d'indépendance totale du peuple tunisien et se déclarait prêt à négocier les formes de transfert du pouvoir. Précisons, en quelques mots, notre position sur ce point. Au lendemain du Congrès de l'agitation pour l'indépendance s'intensifie en Tunisie, nous comprenons fort bien que le Neo-Destour, tout en se préparant à la lutte et dans la préparation de celle-ci, soit prêt à négocier. Il n'y aurait là rien de comparable à ces négociations de mars 1946 menées par Ho-Chi-Minh en vue de permettre à l'impérialisme de reprendre pied au Viet-Nam. Le Neo-Destour a parfaitement raison d'être prêt à négocier avec la France impérialiste les modalités de son départ de la Tunisie. Si il y a une lutte, la responsabilité ne peut qu'incomber entièrement à l'impérialisme.

Les manigances de tel ou tel résident général ne pourront plus grand-chose. Les peuples d'Afrique du Nord se sont mis en marche et telle ou telle mesure de l'impérialisme ne pourra plus guère les tromper ou les arrêter. Ici, la presse du capital ne manquera pas de crier aux intérêts français menacés. « L'affaire des généraux » a montré non seulement pour le Viet-Nam, mais aussi pour la Tunisie elle-même que ces « intérêts français », ce sont ceux d'équipés de filouterie grande et petite, décorés non de multiples couleurs politiques. Quant à l'argument final du dernier carré des soutiens des colonialistes, selon lequel le départ de la France laisserait la porte ouverte à l'impérialisme américain, il fait abstraction du fait essentiel de l'époque actuelle: le mouvement d'indépendance des peuples opprimés prend une telle ampleur que les tentatives qui n'y a plus de possibilité effective, réelle pour le maintien durable de l'impérialisme sous une forme ou sous une autre. La chute d'un impérialisme s'affaiblit tous.

Les travailleurs de France ne veulent pas se battre au Viet-Nam pour le caoutchouc des Michelin. Ils ne veulent pas non plus se battre pour que les produits du sol et du sous-sol tunisien enrichissent une poignée de capitalistes. Les travailleurs de France se balanceront au contraire pour aider le peuple tunisien, comme tous les peuples opprimés, à s'affranchir du joug de l'impérialisme français.

Ce mois comportant 5 vendredis  
Le prochain numéro de  
"La Vérité" paraîtra le  
30 JUIN 1950



19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>). — Téléphone: Sufren 62-31

C. C. P. Mile Picard 6660-38 Paris

SIGNEZ LA PÉTITION ? NON  
Nos revendications d'abord !

LE monde bourgeois lui-même se passionne assez peu pour les Congrès des partis constituant la majorité parlementaire. Rien d'inattendu au Congrès de la S. F. I. O. où J. Moch, encore tout couvert de ses lauriers de fusilleur d'ouvriers, a donné le coup de barre à droite, pour permettre aux élus socialistes de continuer à voter pour le gouvernement. Quant au « petit Congrès radical », il sera probablement l'occasion d'une manifestation platonique pour une « réforme » électorale, mode de scrutin antidémocratique, favorisant les combinaisons et les ma-

leurs (et surtout à ces métallos politiquement si avertis) de lutter à coups de signature pour faire interdire la bombe atomique. Cette campagne, remplie d'une apparence d'humanitarisme effaçant les frontières de classe, a surtout abouti à reléguer à l'arrière-plan les revendications immédiates des travailleurs et la lutte contre la guerre du Vietnam. Les exemples se multiplient d'ouvriers, entraînés par le P.C.F., qui voient leur patron signer l'appel de Stockholm, mais rester sourdoux de la défense de ses intérêts de classe, et qui se trouvent désorientés, car la « ligne » aujourd'hui, c'est de ne rien

A l'occasion de la campagne pour la presse  
de la IV<sup>e</sup> Internationale:

"LES AMIS DE LA VÉRITÉ"

vous convient à une

GRANDE SOIREE CINEMATOGRAPHIQUE

LE VENDREDI 23 JUIN à 20 h. 30

Au programme:

LA NOUVELLE BABYLONE

Film révolutionnaire soviétique sur la Commune de Paris  
Des documentaires inédits sur les travailleurs coloniaux en France  
Salle Susset, 206, quai Valmy, Paris (10<sup>e</sup>) (Métro Jean-Jaurès)

Invitations dans nos permanences et auprès de nos vendeurs  
de « La Vérité »

quignonnages au détriment d'une lutte politique et de la représentation proportionnelle.

Mais il vient de se tenir un autre Congrès qui aurait dû, normalement, attirer l'attention des travailleurs de toute la France, le Congrès de la Fédération des Métaux C.G.T. Même avec toutes ses pertes d'effectifs, c'est l'organisation suivie par près d'un million de travailleurs de la métallurgie, constituant la partie la plus avancée du prolétariat de France, celle qui traditionnellement montre le chemin du combat à l'ensemble de la classe ouvrière.

Le Congrès de la Fédération des Métaux survenait quelques semaines après de grandes grèves où, malgré la combativité et l'unanimité des travailleurs, la revendication essentielle, les 300 fr. par mois, n'a pas été atteinte. Les travailleurs étaient rentrés à l'usine, le plus souvent après quatre semaines de combat, et la pensée dominante chez eux était: il faudra remettre cela.

Mais qu'a fait à ce sujet le Congrès des Métaux? Les dernières grèves ont été littéralement escamotées. Quant aux revendications, bien sûr il eût été difficile de tenir un Congrès syndical sans en parler et sans en dresser un tableau. Il a bien été question d'une prime de vacances et d'un minimum vital de 20.000 fr. Mais cela a été fort loin de constituer l'essentiel des travaux du Congrès. Le thème qui a servi de base aux Croizat, Costes, Frachon... ce fut l'appel de Stockholm, l'interdiction de la bombe atomique. A ce Congrès, tout l'effet néfaste de la campagne stalinienne s'est manifesté avec relief. Nous disons: néfaste, car il n'y a pas eu quelque chose de grotesque et de puéril à demander aux travail-

faire qui s'oppose à la signature de la pétition de Stockholm.

Mais, avec la venue des beaux jours et l'approche des vacances, les revendications ouvrières subsistent. Il faut encore obtenir le minimum vital. Il faut encore obtenir les conventions collectives. Il y a le chômage qui menace et il faut répartir le travail pour tous sans diminution de salaires. Et ce n'est pas à coup de pétitions de Stockholm qu'on obtiendra une suite de ces revendications. Si Michelin que le Figaro lui-même qualifiait voici quelques semaines de « patron de combat » accorde à présent une augmentation de 8 francs de l'heure, ce n'est pas par bonté d'âme, mais en résultat des neuf semaines de grève.

A toute la campagne stalinienne, contre celle-ci et contre la désorientation qu'elle provoque dans la classe ouvrière, le Parti Communiste Inter-

Suite page 4 P. FRANK.

A quoi aboutit la  
campagne de  
STOCKHOLM

Dans « LA VOIX », organe stalinien de Courbevoie, on peut relever: En première page, La Direction de la « Fonderie de Bécon » a recueilli les cotisations ouvrières à la Sécurité Sociale sans verser à la Caisse (1 million 500.000 francs).

Et en 4<sup>e</sup> page, L'appel de Stockholm a été signé à la « Fonderie de Bécon » par 100 % du personnel, y compris le directeur.

FRONT UNIQUE  
contre la répression capitaliste

La bourgeoisie et son Etat n'osent pas se livrer à une offensive frontale contre toute la classe ouvrière. Mais ils tentent de la politique du P.C.F. qui isole celui-ci des masses pour frapper les militants d'avant-garde. Pour la première fois, les dernières lois scélérates sont appliquées contre Raymond Dien.

La répression frappe également les militants coloniaux qui, dans la métropole, alertent les travailleurs contre les crimes de l'impérialisme français. Pendant ce temps, la réaction relève la tête, ses militants reprennent leur activité et s'organisent. Contre la répression, il faut réal-

ser le front unique de toute la classe ouvrière; c'est le seul moyen de briser cette répression.

Rettet Hippe und Haas!  
Verurteilt zu je 25 Jahren  
\*Zwangsarbeit\* wegen ihrer  
Treue zur Arbeiterklasse

Aide aux brigades !

Dans tout le pays, les jeunes constituent des brigades de travail pour la Yougoslavie. Répondant à l'invitation de la JEUNESSE POPULAIRE YUGOSLAVE, ils iront cet été pour savoir par eux-mêmes la vérité sur la Yougoslavie, sur son régime, sur son effort gigantesque, sur sa jeunesse. Ils travailleront la moitié du temps à la construction de la Cité Universitaire du Nouveau Belgrade; c'est ainsi que 1.500 à 2.000 jeunes ouvriers et étudiants français indemniseront des frais de leur séjour la J.P.Y. qui les prend en charge. Pendant le reste du temps, ils enquêteront librement sur la réalité yougoslave, selon un itinéraire qu'ils fixeront eux-mêmes. Ils retrouveront là-bas, en Yougoslavie, des centaines de jeunes venus de plusieurs pays. Tous sont soucieux de savoir la vérité; certains sont déjà conscients que la Yougoslavie a accompli sa révolution prolétarienne et qu'elle a besoin de la solidarité internationale du prolétariat dans sa lutte contre Wall Street et le Kremlin.

Une fois de plus, la jeunesse marche en avant. Par son refus du conformisme bourgeois et stalinien, elle montre sa soif d'indépendance, sa volonté de battre le mensonge et de clamer la vérité, la vérité quelle qu'elle soit.

Cela ne fait pas l'affaire des bourgeois. Cela ne fait pas non plus l'affaire des bureaucrates kominformistes qui par l'intermédiaire de leurs médiocres valets, Cogniot, les Crémieux et les Roger Maria, s'efforcent d'enrayer l'élan de la jeunesse par des monceaux d'ordures calomnieuses, par le terrorisme bureaucratique, par des agressions inspirées des gangsters de Chicago. Certes, leurs hommes de main ne brillent pas par le courage; ils n'engagent pas le combat là où la réunion est nombreuse, avec un service d'ordre organisé. Mais ils frappent avec d'autant plus de rage sur les jeunes brigadistes groupés en petites réunions locales ou même quand ils en trouvent un ou deux isolés. Très caractéristique est le fait que les ouvriers communistes ne participent pas à ces agressions qu'ils réprouvent. M. Cogniot emploie les troupes et les méthodes conformes à sa campagne contre-révolutionnaire, antidémocratique et antiouvrière.

Ouvriers, employés, intellectuels, étudiants!

Vous tous qui avez compris que la Révolution Yougoslave et sa lutte pour l'indépendance a fait se lever une nouvelle aube de la Révolution après vingt-cinq années de nuit!

Vous qui approuvez les brigades, vous qui voulez rejoindre de voir les jeunes de France répondre d'un grand élan à l'appel de la vérité contre le mensonge;

Vous ne pouvez rester indifférents aux mensonges, aux violences, aux provocations par lesquels les ennemis de la vérité tentent, avec un ampleur sans cesse croissante, de briser cet élan;

Vous ne pouvez laisser les jeunes des brigades, ces pionniers de la vérité, combattre seuls pour une cause qui est celle de tous les travailleurs, votre cause.

Vous aussi, ouvriers, employés, intellectuels, étudiants, qui faites encore confiance aux dirigeants du P.C.F., ou qui réservez votre opinion sur le régime yougoslave, vous aussi ne resterez pas indifférents.

Car vous n'êtes pas neutres en face du conflit entre ceux qui veulent savoir et dire la vérité et ceux qui veulent les garder secrets; car vous n'êtes pas neutres en face du combat entre ceux qui réclament le droit de penser par eux-mêmes et de parler selon leur pensée et ceux qui refusent ces droits;

Car vous ne pouvez pas ignorer que le sens de cet antagonisme dépasse de très loin la question de la seule Yougoslavie. Il oppose les pionniers de la démocratie ouvrière aux fossyeurs de la démocratie ouvrière.

Avez-vous le droit de laisser les jeunes des brigades, ces pionniers de la démocratie ouvrière se battre seuls contre le puissant appareil qui brise la démocratie ouvrière? En agissant ainsi, ou plutôt en n'agissant pas, en vous taisant peu glorieusement, vous compromettez votre propre droit à la démocratie; vous donnez carte blanche à ceux qui, depuis des années, exigent d'être cur sur parole pour mener la classe ouvrière de défaite en capitulation et de capitulation en défaite; à ceux qui en 1944 vous disaient de ne rien chambarder, de rendre les armes à de Gaulle, de produire; qui en 1946 et 1947 brisaient les grèves et soumettaient les expéditions coloniales; qui conduisirent à la défaite les grandes grèves de 1947, de 1948, de 1949, de 1950; qui, aujourd'hui s'opposent à vos luttes revendicatives pour avoir la signature des patrons sur l'appel de Stockholm; « Signer d'abord, revendiquer ensuite. » Ceux qui, en valets diligents des bureaucrates du Kremlin, brisent la démocratie ouvrière pour transformer le prolétariat en instrument passif d'une diplomatie changeante.

Toi, syndiqué, sur qui pèse la menace d'exclusion de la C.G.T. pour peu que tu donnes ton feu des grands chefs organisateurs de défaites;

Toi, jeune de l'U.J.R.F., qui te demandes souvent si penser et parler librement est véritablement un crime;

Toi, travailleur du P.C.F., pour qui le prolétariat reste la force décisive de l'histoire, comme l'a enseigné Marx;

Toi, intellectuel, dont l'expression a besoin des retouches du Kanapa ou du Fougeron de service;

Vous tous, votre cause est prise en main par une poignée de jeunes pionniers, les gérards et les filles des brigades. C'est pour vous, pour tous les travailleurs, pour la démocratie ouvrière qu'ils encourent les coups de boutoir de l'appareil dont vous ne voulez plus être les servants résignés.

Aidez les brigades, montez la garde autour des jeunes pionniers de la démocratie, constituez des COMITES DE PARRAINAGE ET DE DEFENSE DES BRIGADES.

A Paris, dans les régions, dans les localités, prenez contact avec les Comités de brigadistes, avec les brigadistes isolés, faites front avec eux pour la défense de la démocratie ouvrière.

Dans les syndicats, dans les entreprises, votez des résolutions contre les agressions et la calomnie qui frappent les brigades. Mieux, prenez l'initiative d'un Comité pour la défense des brigades.

La jeunesse ouvrière, les jeunes des brigades ont besoin de vous. La vérité, si longtemps maltraitée, a besoin de vous. La démocratie ouvrière, condition de la marche en avant de l'humanité, sera forte de votre nombre et de votre force.

LE COMITE CENTRAL  
DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.

«Sauvez Hippe et Haas condamnés chacun  
à 25 ans de travaux forcés  
pour leur fidélité à la classe ouvrière !»

Le papillon violemment confectionné par des moyens de fortune dont nous donnons le fac-similé a été collé dans la zone orientale

de l'Allemagne, occupée par les troupes soviétiques.

Hippe, Haas, vieux militants ouvriers, dirigeants trotskystes de Berlin, condamnés et emprisonnés par les nazis, sont aujourd'hui dans les gélles du Gaspé pour, comme le dit le papillon, « leur fidélité à la classe ouvrière ». D'autres encore commencent la même sort. Arthur Polak, organe de l'opposition brandibérienne, signale le cas d'Alfred Schmidt, ancien dirigeant du P.C. en Thuringe et ancien Président du Syndicat de l'alimentation de cette région, et qui fut livré au Gaspé en raison de ses opinions. Il faut sauver de la répression soviétique des militants ouvriers irréprochables.

Ce mois comportant 5 vendredis  
Le prochain numéro de  
"La Vérité" paraîtra le  
30 JUIN 1950



# Interdiction et contrôle de la bombe atomique

**L**a campagne du Parti communiste pour l'appel de Stockholm continue à s'intensifier. Le témoignage le plus saisissant est donné par l'Humanité qui, chaque jour, lui consacre près de deux pages, sans parler des nombreuses notes, allusions et rappels qu'on trouve dans toutes les autres colonnes du journal.

La campagne pour l'appel de Stockholm a abouti en fait à mettre très à l'arrière-plan les revendications immédiates de la classe ouvrière et la lutte contre la guerre au Vietnam. Non seulement ni les uns ni les autres ne figurent en bonne place dans les préoccupations des dirigeants stalinistes, mais « la critique et l'autocritique » s'exercent abondamment contre les militants qui modifient l'appel de Stockholm et veulent, dans les objectifs et des formes concrètes de lutte. La campagne de Stockholm se heurte à une résistance lourde dans les rangs même du P.C.F. Une lecture tant soit peu attentive de l'Humanité montre que, tout en attaquant les journalistes de France-Tirou, et les objections de l'épiscopat du coin, c'est au militant du parti et à ses objections plus ou moins clairement formulées que l'on s'adresse. Car il n'est pas de militant communiste tant soit peu averti qui ne sache que cette campagne destinée à rassembler les signatures des exploités et des exploités, des fascistes et des communistes, ne peut constituer un obstacle à la guerre ou à l'emploi de la bombe atomique.

Mais, se demandent de nombreux travailleurs, les gens du Kremlin et leurs agents en France ne sont pas particulièrement fous; il y a de nos jours à leur action; quelles sont-elles?

On peut, à ce propos, mentionner en avant deux raisons essentielles.

La première, c'est de canaliser les masses, pour une certaine période, sur une voie sans danger pour eux. Après les grèves de mars-avril, le mécontentement grandissant est exploité dans une action de tout repos, sur un sujet qui préoccupe de très larges masses, ouvrières et petites bourgeoisies.

L'autre raison importante est d'exploiter les sentiments des masses au profit de la diplomatie soviétique dans la « guerre froide ». Cela vient d'être illustré par la riposte tardive de la part de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale qui vient de voter, en opposition aux voix des élus stalinistes, une proposition en faveur du contrôle de la fabrication et de l'application de la bombe atomique. La politique à crâner plusieurs jours dans la presse française entre partisans de l'interdiction préalable de l'emploi de la bombe atomique et partisans du contrôle préalable de l'énergie atomique. Mais cette discussion, c'est idéologiquement celle qui se poursuit à la Staline, entre diplomates américains et diplomates soviétiques. Et la discussion en France, comme à l'ONU, a pris le caractère d'une lutte d'avant-postes plongés dans le maquis de la procédure.

Il serait extrêmement illusoire et dangereux de suivre les uns ou les autres.

Interdiction de l'emploi de la bombe, au moyen d'une énorme pression de l'opinion publique exprimée par signatures? Mais qui a le moindre doute qu'en période de guerre, cette « pression » serait nulle, et plus encore, la guerre ne pouvant passer que sur une classe ouvrière brisée, la pression de l'opinion publique ne peut aller, déposer une gerbe au Mur des Fédérés.

Jacques Privas, Secrétaire du Parti, rappelle la glorieuse tradition des communistes, montra comment la Révolution Yougoslave renouée avec cette tradition en suscitant dans le prolétariat international un nouvel élan révolutionnaire.

Le Comité Central s'est réuni

Les 3 et 4 juin s'est réuni le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste. Il a commencé par entendre un rapport sur les travaux du 8<sup>e</sup> plénum du Comité Exécutif de l'IV<sup>e</sup> Internationale, où furent étudiés la situation économique et politique mondiale, et les problèmes et tâches soulevés par la crise du stalinisme, l'affaire yougoslave et les vives conséquences des événements de Chine.

Les deux autres points à l'ordre du jour du C.C. concernaient ces questions quant à l'activité de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le premier était relatif à la situation po-

## Quand ils étaient pour la guerre totale...

**7 août 1945: Chute de la première bombe atomique sur Hiroshima.**

**Le 8 août, dans Ce Soir:**

**« UNE REVOLUTION DANS LA TECHNIQUE DE LA GUERRE »**

« La bombe atomique jetée sur Hiroshima a publié la ville entière. » La première bombe atomique est tombée sur le Japon: cette révolution, faite à la Maison Blanche par le Président Truman, annonce l'ouverture d'une phase entièrement nouvelle dans la conduite de la guerre contre le Japon. »

Dans ce même journal, sous la plume de Jean-Richard Bloch:

**« Le voilà donc arrivé le jour attendu depuis qu'il y a des hommes qui pensent. Le réducteur intime de la matière, l'atome, est forcé par le génie humain. On note avec satisfaction qu'à cette œuvre ont directement collaboré deux professeurs juifs chassés d'Allemagne par Hitler... Ainsi, nos ennemis, dans leur ignorance bestiale, ont, de leurs propres mains, prêté aux alliés qui allaient les détruire, les moyens de cette destruction. »**

« Cette immense découverte concentre encore davantage les instruments entre les mains des puissances de premier rang. Elle accorde à ceux qui détiennent les secrets de la Vengeance et de la Grande, un privilège décisif. Les voilà devenus régents incontrôlés du monde. »

**Le 8 août, dans l'Humanité:**

**« APRES LA DESTRUCTION D'HIROSHIMA »:** « ... le retentissement de la découverte est considérable. Cependant, la Vengeance et de la Grande, que l'on ne voit pas permis de nous en étonner, car lorsque les nazis avaient le privilège de mener la guerre totale avec une totale cruauté, le Saint-Siège ne s'était pas semblablement insurgé. »

**« LA BOMBE ATOMIQUE A SON HISTOIRE »:** « Les travaux du professeur Lise Meitner ont été l'un des points d'origine dans la réalisation de cette prodigieuse conquête de la science... La bombe réalisée, l'énergie atomique est employée dans la guerre en Asie. Son effet est si foudroyant qu'il ne laisse aux Nippons que le choix entre une capitulation à bref délai ou ce que l'on pourrait appeler un hara-kiri collectif. »

**JUN 36 reste pour la classe ouvrière française l'exemple positif que l'on espère toujours pouvoir suivre un jour: un combat général de la classe ouvrière où la grève prend sa forme la plus combative: l'occupation d'usine.**

Un exemple prestigieux, mais aussi un immense regret, celui de n'avoir pu mener jusqu'à son terme un combat qui, comme le disait Léon Trotsky, marque le début de la Révolution sociale en France.

A l'époque, les succès immédiats obtenus seulement grâce à cette admirable combativité ouvrière avaient pu être utilisés par les directions ouvrières pour masquer les immenses possibilités révolutionnaires qui étaient ouvertes.

Peu nombreux furent les militants qui sentirent qu'en proposant l'un « la grève », l'autre « de savoir terminer une grève », Léon Blum et Thorez, en réalité, dénégèrent de son début un véritable mouvement révolutionnaire et sauvaient la vie à la bourgeoisie.

Mais, après cette autre trahison que fut, en 1945, le désarmement des milices patriotiques et des gardes civiques, les ouvriers eurent l'occasion d'entendre leurs dirigeants se vanter d'avoir trahi Juin 36.

C'est Léon Blum qui, en écrivant ses mémoires à propos du procès de Riom, reprochait les déclarations qu'il y avait faites. « On dit que j'ai eu tort de ne pas être présent au procès de Riom, mais j'ai su par expérience que j'aurais été pour but d'apaiser le conflit en cours. »

C'est Thorez qui, dans un discours à Waziers le 21 juillet 1945, tout entier consacré à la lutte pour la production du charbon, disait:

C'est moi qui, nous seuls, les Communistes, avons eu assez d'audace pour pouvoir, en juin 36, mettre une note aux grèves (brochure éditée par le P.C.F.).

« Juin 36 a été trahi par ceux en qui les ouvriers avaient eu confiance. Dans l'euphorie de la participation gouvernementale de 1945, ces dirigeants indignes l'ont avoué. Aujourd'hui, à nouveau, ils le dissimulent. Mais les ouvriers, eux, ne l'oublieront pas. »

Mais il ne suffit pas de se rappeler, il ne faut pas permettre que ça se reproduise. En juin 36, il y avait des Comités de grève élus dans les usines. Mais aux accords de Matignon ou la trahison fut consommée, ce n'étaient pas leurs représentants qui siégeaient, c'étaient des dirigeants qui avaient usurpé leur mandat et qui venaient la classe ouvrière.

C'est là qu'est né le legs de juin 36 dont la classe ouvrière doit se souvenir dans la perspective de prochaines années. Il faudra qu'elle fasse repasser ces lites sur des Comités élus démocratiquement par la base et se donne une direction centrale qui prendra la lutte en main.

Ce sont ceux qui se battent qui doivent diriger. Alors, mais alors seulement les lites profiteront aux ouvriers et prépareront le renversement de la bourgeoisie.

M. CORVIN.

## La grève gestionnaire

**S**ix longs articles théoriques dans le Libérateur et un meeting sur le thème de la grève gestionnaire ont préparé le Congrès National de la Fédération Anarchiste.

L'idée de la grève gestionnaire est en même temps reprise par les syndicats autocrates et capitalistes. Ils d'intéressés à ses fournisseurs, elle refusent de traiter avec des ouvriers en grève. Si la production des grévistes devait s'accumuler en magasin, ils auraient produit pour rien. Leur action se réduisant à une pitoyable duperie.

C'est parce que les anarchistes sentent ces difficultés insurmontables qu'ils s'en tiennent à la grève gestionnaire des moyens de transport (S.N.C.F., Métro). Dans ce cas, les difficultés sont d'un autre ordre. Il s'agit de corporations où la main-d'œuvre est dispersée, où la lutte exige toujours la concentration momentanée des grévistes. Une grève gestionnaire laisserait d'autant plus découverts les points névralgiques que toute grève connaît des réticences et que sur ces points faibles que s'appuierait une répression concentrée. Trop récent pour qu'on l'ait oublié est l'exemple de la dernière augmentation des tarifs du métro où l'ordre fut donné aux employés et aux voyageurs (en revanche majorité des travailleurs) d'assumer des départements groupés pour imposer (une seule matière!) la circulation gratuite. Ce fut un lamentable fiasco.

Il est inutile de mentionner ce qu'aurait abjuré une grève gestionnaire partielle d'employés, de commis de Bourse ou des fonctionnaires des Finances.

La grève gestionnaire ne permet pas de succès partiels, c'est pourquoi les anarchistes sont pleins de réticences et que Joyeux, le théoricien de la question, parle « pour sa part », « je ne crois que dans certains cas, je ne dis pas tous les cas... » Pour eux, la grève gestionnaire partielle n'est en fin de compte que le commencement de la grève générale gestionnaire.

Nous redeviendrons dans un prochain article sur ce second aspect aussi dangereux que le premier de cette théorie utopique.

M. DELOBEL.

**La gestion ouvrière**

La Gestion ouvrière est un des objectifs transitoires du mouvement ouvrier. Elle est le point le plus élevé de la direction économique de la société de transition vers le socialisme. Au delà commence le dépassement de la gestion elle-même vers l'automatisme des fonctions économiques. Actuellement la Yougoslavie aborde le stade du passage du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière et ceci marque le plus haut point atteint dans l'histoire de la reconstruction consciente de l'économie sur une nouvelle base; reconstruction effectuée par les ouvriers eux-mêmes.

L'originalité (sic) de la Fédération Anarchiste, c'est de faire de cet objectif qui suppose la destruction du pouvoir bourgeois, un but immédiatement accessible dans une grève partielle ou générale, un moyen de lutte partiellement efficace. Et ceci bien que les anarchistes n'aient à donner à l'appui de leur thèse que l'exemple de la récente lutte des vigneron d'Aimargues où il n'y a pas trace de gestion ouvrière, mais bien d'une solidarité ouvrière remarquable, qui est tout.

L'exemple unique de la grève des Brasseurs de Roubaix-Armatières en juin 46 serait meilleur. Mais il constitue précisément l'exemple qui confirme la règle. En 1946, époque de force et de montée ouvrière, la corporation des brasseurs jouissait de deux avantages particuliers: la concentration des ouvriers dans leurs entreprises et une clientèle locale, directement accessible et favorable aux grévistes.

**La grève gestionnaire partielle**

La grève gestionnaire est fondamentalement pour les anarchistes une révolution pacifique (et nous reviendrons sur cet aspect de leur théorie). Par ailleurs, ils s'efforcent aussi de répondre à l'aide de cette panacée au problème actuel du regroupement des forces ouvrières.

La grève gestionnaire peut-elle assurer des succès partiels?

Peut-on tirer de son application des leçons tactiques et stratégiques valables pour l'action d'ensemble de toute la classe ouvrière? A ces deux questions, nous répondons: non.

La lutte de 46 des brasseurs de Roubaix

On peut, à ce propos, mentionner en avant deux raisons essentielles.

La première, c'est de canaliser les masses, pour une certaine période, sur une voie sans danger pour eux. Après les grèves de mars-avril, le mécontentement grandissant est exploité dans une action de tout repos, sur un sujet qui préoccupe de très larges masses, ouvrières et petites bourgeoisies.

L'autre raison importante est d'exploiter les sentiments des masses au profit de la diplomatie soviétique dans la « guerre froide ». Cela vient d'être illustré par la riposte tardive de la part de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale qui vient de voter, en opposition aux voix des élus stalinistes, une proposition en faveur du contrôle de la fabrication et de l'application de la bombe atomique. La politique à crâner plusieurs jours dans la presse française entre partisans de l'interdiction préalable de l'emploi de la bombe atomique et partisans du contrôle préalable de l'énergie atomique. Mais cette discussion, c'est idéologiquement celle qui se poursuit à la Staline, entre diplomates américains et diplomates soviétiques. Et la discussion en France, comme à l'ONU, a pris le caractère d'une lutte d'avant-postes plongés dans le maquis de la procédure.

Il serait extrêmement illusoire et dangereux de suivre les uns ou les autres.

Interdiction de l'emploi de la bombe, au moyen d'une énorme pression de l'opinion publique exprimée par signatures? Mais qui a le moindre doute qu'en période de guerre, cette « pression » serait nulle, et plus encore, la guerre ne pouvant passer que sur une classe ouvrière brisée, la pression de l'opinion publique ne peut aller, déposer une gerbe au Mur des Fédérés.

Jacques Privas, Secrétaire du Parti, rappelle la glorieuse tradition des communistes, montra comment la Révolution Yougoslave renouée avec cette tradition en suscitant dans le prolétariat international un nouvel élan révolutionnaire.

Le Comité Central s'est réuni

Les 3 et 4 juin s'est réuni le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste. Il a commencé par entendre un rapport sur les travaux du 8<sup>e</sup> plénum du Comité Exécutif de l'IV<sup>e</sup> Internationale, où furent étudiés la situation économique et politique mondiale, et les problèmes et tâches soulevés par la crise du stalinisme, l'affaire yougoslave et les vives conséquences des événements de Chine.

Les deux autres points à l'ordre du jour du C.C. concernaient ces questions quant à l'activité de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le premier était relatif à la situation po-

**LA VIE DU PARTI**

**Au Mur des Fédérés**

Dimanche 28 mai 1950, une délégation du Parti Communiste Internationaliste. C'est au Mur des Fédérés, déposer une gerbe au Mur des Fédérés.

Jacques Privas, Secrétaire du Parti, rappelle la glorieuse tradition des communistes, montra comment la Révolution Yougoslave renouée avec cette tradition en suscitant dans le prolétariat international un nouvel élan révolutionnaire.

Le Comité Central s'est réuni

Les 3 et 4 juin s'est réuni le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste. Il a commencé par entendre un rapport sur les travaux du 8<sup>e</sup> plénum du Comité Exécutif de l'IV<sup>e</sup> Internationale, où furent étudiés la situation économique et politique mondiale, et les problèmes et tâches soulevés par la crise du stalinisme, l'affaire yougoslave et les vives conséquences des événements de Chine.

Les deux autres points à l'ordre du jour du C.C. concernaient ces questions quant à l'activité de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le premier était relatif à la situation po-

**Après le Congrès de Genevilliers**

**CHEZ RENAULT**

La crise du P.C. n'existe que dans le cerveau torturé des trotskystes, affirmait Thorez au Congrès de Genevilliers. Cependant, tout de cellules de l'usine Renault qui, à la fin de la guerre, sous le contrôle de Costes lui-même, groupaient 750 membres, se retrouvait récemment réunies en une seule cellule, rassemblant 52 présents après un travail intense, car il s'agissait de voter une exclusion. S'il y a à présent des cerveaux torturés il faut les rechercher à la direction du P.C.F.

**DANS LA MARNE**

A Reims, de nombreuses cellules ont disparu (il y en avait, au début de 1946, une cinquantaine pour les 4 sections rémoises). On ne s'est jamais expliqué sur la démission du député Anquetin qui a quitté la région, pas plus que sur le départ de Sier, ancien maire de Reims, actuellement dans le Midi.

A une récente Assemblée de section, qui groupait, voici trois ans, 15 cellules, il n'y avait, après l'heure fixée pour la section, 4 présents. A la campagne, des réunions entières n'ont plus aucune activité; J.U. J. R. E. F. est resté sans présidents, les F.T.P. ont perdu, en deux ans, leurs 4 principaux responsables.

**PERMANENCES DU PARTI**

**PARIS**

La permanence se tient le jeudi de 17 h. à 19 h. et le samedi de 16 h. à 19 h. 19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31.

**CLERMONT-FERRAND**

Adresse correspondance à Gérard Bloch, 72, boulevard Gambetta, à Chamalières (Puy-de-Dôme).

**BREST**

Jean Leostic, Issi, 12, Petit-Paris.

**QUIMPER**

Ecrire à Yvonne Carion, 30, rue Jules-Noël, Quimper.

**NANTES**

La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay.

**HELLEMMES**

Victor, 33, rue Dordia, tous les jours de 19 heures à 20 h. 30.

**SAINT-ETIENNE**

Le samedi de 18 heures à 19 heures, Café Fleury, place du Peuple.

**MONTPELLIER**

S'adresser au écrite à Pouplard, 14, rue du Four-Saint-Eloy, Montpellier.

**TARASCON-BEAUCAIRE**

3, rue du Docteur-Barlierin (Tarascon).

**LYON**

Café du Dauphiné, tous les samedis, de 16 heures à 18 heures, 3, cours Gambetta.

**LYON**

Samedi 10 Juin — à 20 h. 30

**REUNION PUBLIQUE**

au « Café du Dauphiné »

3, cours Gambetta, 3

« LA GRIEVE EST-ELLE POUR DEMAIN? »

**Aidez le "CERCLE LENINE" à faire respecter la démocratie ouvrière**

Le Cercle Lénine organise voici quelque temps une conférence de Louis Dalmas sur le sujet: « Un mois en Yougoslavie. » Comme « la Vérité » avait relaté en son temps, une cinquantaine de communistes qui tentèrent de briser la réunion furent invités à sortir par le service d'ordre. Ils le firent en trois minutes et il faut espérer que les perturbateurs y apprennent que la démocratie ouvrière est un principe qui faut respecter. Mais cela vaudrait aussi au Cercle Lénine une facture s'élevant à 7.600 francs pour la réparation des chaises qui servirent à cet enseignement.

Les nombreux amis du Cercle Lénine, lecteurs de « la Vérité », aideront sans nul doute à couvrir ces frais inattendus.

ENVOYEZ VOTRE SOUTIEN A LA VERITE QUI TRANSMETTRA.

**Exclusions au P. S. U.**

Dans l'Humanité de ce jour, 6 juin, nous apprenons que la Commission de discipline du P.S.U. a exclu, sans autre explication de militants dont Michel M. et Marie S. et Y. Dellec pour avoir effectué un voyage en Yougoslavie. Nous reviendrons sur ces exclusions qui marquent la stalinisation complète de cette organisation. Nous renvoyons nos lecteurs au numéro de mars-avril 1950 de Quatrième Internationale dans lequel un article est consacré à l'évolution de ce parti et plus particulièrement aux positions prises par son secrétaire, C. Marinick, qui, tout en exprimant timidement à l'occasion des désaccords avec le P.C.F., a toujours agi au plus grand profit de la fraction ouvertement stalinienne des Fournier et des Hermandier.

Nous recevons trop tard, pour publication dans ce numéro, d'un communiqué des exclus.

**"Les Amis de la Vérité"**

Une réunion constructive s'est tenue le 25 mai aux Sociétés Savantes devant une vingtaine de camarades.

Après les explications du Bureau provisoire, la constitution d'un groupe a été décidée et diverses mesures d'organisation ont été prises. La Conférence de M. Marinick a été vivement et stalinisme a été vivement une intéressante discussion.

A l'heure actuelle, 19 nouvelles adhésions aux « Amis de la Vérité » ont été enregistrées par le groupe.

La prochaine réunion aura lieu le 16 juin 1950, à 20 h. 30, 109, rue de Lancry, salle F. A l'ordre du jour sont prévues les questions d'organisation et une Conférence de Marcel Bleibtreux sur le Parti Communiste et l'Etat en Yougoslavie.

**Souscriptions pour "LA VERITE"**

Transmis par le Secrétariat du P.C.I.:

Cellule 13<sup>e</sup>, 500 fr. Région Parisienne: 3.000 — TOTAL: 3.500 francs.

Cotisations « Amis de la Vérité »:

Un an V. V. Lorraine-sud: 300; deux ans V. de Lyon: 150; un an V. du Maine-et-Loire: 500; groupe de Paris des Amis de la V. V.: 1.950; J. M. Paris: 300 — TOTAL: 3.150 francs.

Souscriptions — Collecte « Amis de la Vérité » de Paris: 500; Saigon: 2.200; M. R. Paris: 500; Lyon: 1146; 500; Daniel Guérin: 500; Ros Anget: 300 — TOTAL: 4.250 fr.

Total général de la quinzaine. Fr. 10.900

Total précédent pour 1950. .... 128.675

Total à ce jour. .... 139.575



Après les élections en Belgique

Il était généralement attendu que le Parti Social Chrétien, parti de la bourgeoisie belge qui désire ramener Léopold III, candidat au pouvoir fort, gouverner provisoirement...

Le Parti socialiste apparaît comme le grand vainqueur de la journée. Il gagne 11 sièges, en partie sur les stalinien, en partie sur les libéraux. La classe ouvrière a fait bloc autour de lui, notamment à Bruxelles...

Les stalinien se sont effondrés. Ils voient leurs suffrages réduits à moitié; il leur reste 7 députés contre 23 il y a 18 mois. Ils n'ont même pas obtenu le poste de ministre...

Cet effondrement du P.C. accentue encore la crise en son sein. La démission de Fernand Demany, ex-député de Charleroi et dirigeant du Front de l'Indépendance, avait laissé pressentir ce que les élections ont démontré: le P.C. a perdu tout ce qu'il avait gagné à travers son activité dans la « résistance »...

Il est douteux que le P.S.C. puisse longtemps gouverner seul avec une majorité si fragile. Les travailleurs, conscients de ne pas avoir subi de défaite, doivent pousser en avant les dirigeants socialistes pour que ceux-ci donnent la seule riposte efficace à toute provocation libéraliste: la riposte de l'action directe...

SUR LES VOIES NOUVELLES DU SOCIALISME

par Milovan DJILAS (Texte intégral du discours prononcé le 19 mars à l'Université de Belgrade) La brochure: 40 francs

Dimitrijevitich et Pleché

Dimitrijevitich, Président du Front populaire des Yougoslaves à Prague, et Pleché, citoyen yougoslave, ont été tués par la police tchécoslovaque. Ces deux meurtres, sur lesquels la presse stalinienne et le gouvernement yougoslave sont tout à fait muets, sont incontestablement le résultat de tortures destinées à leur faire « avouer »...

Le gouvernement yougoslave a souligné dans des documents officiels la responsabilité du gouvernement tchécoslovaque. Les militants révolutionnaires, en saluant la mémoire des deux combattants yougoslaves, appelleront les travailleurs du monde entier à stigmatiser les procédés stalinien et à affirmer leur sympathie aux travailleurs qui luttent contre ceux-ci.

Le cas Willi Zupancic

Les stalinien de France, si muets sur les meurtres de Dimitrijevitich et de Pleché, s'agitent énormément au sujet de W. Zupancic, un jeune Yougoslave habitant en France qui aurait été arrêté ou qui aurait disparu au cours d'un séjour en Yougoslavie. Il semble même que le « cas W. Zupancic » servira de base à une agitation pour sa libération destinée notamment à contrebattre l'action du Comité pour l'envoi de brigades en Yougoslavie.

Nous n'avons aucune indication sur cette affaire. Mais nous disons qu'aucun travailleur sérieux ne tombera dans le piège stalinien. La répression ne peut être considérée comme une chose « soi ».

Ceci dit, nous n'excluons pas que la police et l'Etat yougoslave aient pu commettre des erreurs, surtout tout suite après la rupture, alors que le P.C. yougoslave avait été surpris par celle-ci, n'avait pas encore compris le sens profond de celle-ci et n'avait guère à disposition que les méthodes enseignées par les stalinien eux-mêmes.

L'ANGLETERRE ET LE PROJET SCHUMAN

La proposition Schuman visant à l'institution d'un cartel des industries lourdes en Europe occidentale a reçu un accueil si tel point enthousiaste auprès des milieux responsables de Wall Street, que le gouvernement français s'est hâté d'exécuter les premières étapes de son plan. La France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, la Hollande et l'Italie ont décidé de « fusionner leurs industries lourdes et de les soumettre à une « nouvelle autorité supérieure ».

La réaction hostile du gouvernement travailliste répond à tous les mobiles de nature différente. Tout d'abord, Attlee et Bevin craignent l'œuvre de nivellement impliqué dans le plan Schuman. Ils ne désirent nullement abandonner une partie des marchés britanniques à l'industrie allemande. Ils craignent que le cartel ne diminue le niveau de vie de l'industrie anglaise au niveau de celle du travailleur allemand. Ils redoutent, en un mot, les complications sociales qui résulteraient en Grande-Bretagne d'une application du plan Schuman.

Eussait, le détachement des industries-clés

As-tu souscrit pour « LA VERITE » ? C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

Reste un troisième facteur qui semble être le plus important. Les travailleurs et les capitalistes britanniques craignent que cette « autorité internationale » ne soit étroitement « intégrée », dans l'E.C.A., c'est-à-dire ne devienne une agence purement américaine, à travers laquelle Wall Street imposerait ses vues à l'économie de toute l'Europe. Elle deviendrait ainsi un instrument de la concurrence internationale, dirigée en premier lieu contre les industries britanniques de produits finis, et les Britanniques ne sont nullement prêts à lui donner une arme supplémentaire sous forme de contrôle sur les industries de base anglaises.

En tant qu'étapes de la concurrence internationale qui s'exacerbe, les perpétuités du plan Schuman exigent des travailleurs avant tout une vigilance constante, pour que les capitalistes des différents pays ne réajustent leurs petites affaires sur le dos de la classe ouvrière. En tant que phase de la « guerre froide » où la bourgeoisie française a voulu gagner une manche grâce à une proposition « constructive », le plan Schuman doit être

rejeté par tous les travailleurs conscients. Le capitalisme est condamné en Europe. Les différentes panacées ne peuvent qu'émousser un peu plus notre content dans la stagnation et le marasme. Il n'y a qu'une seule issue: que les travailleurs soient la « nouvelle autorité » qui prend fin main l'industrie lourde européenne; qu'elle organise une économie planifiée pour satisfaire les besoins des peuples et non pas la soif de profits des bourgeois, et les Etats-Unis Socialistes d'Europe marqueront une époque de paix et d'abondance pour le vieux continent.

M. BLANCHARD.

Pour la suppression des bagnes grecs !

Le télégramme suivant fut envoyé le 13 mai au Président du Conseil des Ministres grec, le général Plastiras:

« Apprenant la suppression du camp d'internement civil de Makronisos qui révoltait l'opinion publique française, nous saluons cette décision comme la première étape vers une pacification générale de la Grèce. Toutefois, surpris d'apprendre en même temps que les réfractaires seront déportés dans d'autres îles, nous espérons que vous saurez réaliser au plus tôt vos promesses solennelles concernant l'amnistie générale, l'abolition effective du régime concentrationnaire et le rétablissement des libertés démocratiques pour tous les citoyens hellènes.

Signé: Claude Bourdet; Mme Ida Bourdet; Marcel Cachin; Gilbert de Chambrun; Louis-Marie Chauffier; Louis Dalmas; Yves Farge; Emile Kahn; Abbé Pierre; Paul Rivet; Jean Roux; Jean-Paul Sartre; Louis de Villefosse; Vercors. »

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Au sommaire du numéro de mars-avril: EDITORIAL: Les élections anglaises. Le test yougoslave, par Gérard BLOCH. L'évolution du P.S.U., par Pierre FRANK. Diplomatisme et guerre au Viet-Nam, par FAVRE. Causes et perspectives de la crise du stalinisme, par M. PABLO. « Chasse aux sorcières » au pays du dollar.

Deux ans de Démocratie populaire en Tchécoslovaquie, par F. POSEL. Le numéro: 60 francs

Le Gérant: JULIA Imp. Spéc. de « LA VERITE »

Répression péroniste en Argentine

Il y a plusieurs semaines, des parlementaires radicaux adressèrent à la Chambre des Députés les tortures que la police du « Service Spécial » infligeait systématiquement aux ouvriers et étudiants argentins parce qu'ils étaient des opposants au régime de Péron. Non pas que MM. les radicaux se soucient de la peau de ces victimes de la répression péroniste; c'était simplement histoire de taquiner un peu les gouvernants argentins dont la politique n'est pas toujours bien vue par une fraction de la bourgeoisie du pays, les radicaux y compris.

Or, une enquête de ce genre dans la situation actuelle de l'Argentine, où le mécontentement des masses rouge change jour de plus en plus, ne pouvait que comporter les plus graves dangers pour Péron. Il fallait y penser. Aussi, Péron, qui se targue de mener la lutte contre l'impérialisme, pour mieux tromper le peuple argentin, tenta-t-il l'occurrence une version de l'histoire. « Au voleur, au voleur... »

Des mesures furent prises pour contrôler les fonds de la presse. Des journaux bourgeois, dont la Prensa, la Nación, furent un peu gênés dans leur travail de fabrication de l'opinion publique. Des locaux de formations politiques bourgeois plus ou moins opposées au régime péroniste furent envahis par la police.

Quant aux stalinien, ils sont au désespoir parce que Péron met en question leur patriotisme dont les racines plongent dans un passé où l'Argentine eut, elle aussi, ses héros à la Jeanne d'Arc. Le gouvernement ayant suspendu le journal stalinien la Hora parce qu'il avait oublié d'imprimer une ligne relative au « Héros national San Martín », les stalinien s'indignent dans leur patriotisme et accusent Péron de ne pas être patriote.

« Nous devons démontrer par des faits, par notre œuvre, que notre pays est socialiste. Nous ne nous payons pas de mots vides et nous devons au moins enlever... Que celui qui affirme que nous sommes des fascistes vienne chez nous pour se convaincre que nous sommes des socialistes. Une campagne électorale est déclenchée aujourd'hui, pour empêcher les hommes de venir dans notre pays afin qu'ils puissent se convaincre sur place de ce qui est la vérité et de ce qui ne l'est pas. Mais, malgré tout cela, la vérité sur notre pays poursuit triomphalement son chemin jusqu'à la victoire finale. »

« Il est dans un discours à Zagreb à l'occasion de l'inauguration de 13 millions de communistes yougoslaves tombés au cours des années passées, Djilas a souligné le caractère international de la lutte menée par leur mouvement.

« Les (les camarades tombés) ne pouvaient pas savoir alors, pas plus que nous-mêmes, que le premier pays du socialisme deviendrait le centre du révisionnisme pour, enfin, se développer en un centre de la traïson du socialisme et de la lutte de libération des peuples. Ils ont lutté et ils sont tombés pour une nouvelle société où les travailleurs seraient vraiment leurs maîtres, où les peuples auraient une vraie liberté et une indépendance véritable. Ils ont combattu et ils sont tombés pour ce monde nouveau, à l'édification duquel est appelée la classe ouvrière et quelle diffiera malgré tous ses ennemis.

« Leur cause (de nos peuples) est devenue celle de tout le peuple travailleur, de tous les peuples de Yougoslavie. En leur leur, les hommes de la Révolution d'Octobre en Russie frayèrent le nouveau chemin du socialisme, leur cause étant celle de l'humanité progressiste tout entière. Il en est de même aujourd'hui avec la lutte des peuples yougoslaves, la lutte pour le développement continu du socialisme ne pouvant être la cause d'un seul pays et d'un seul peuple, mais, car le socialisme, par sa substance même, est internationaliste.

« La lutte menée aujourd'hui par les peuples yougoslaves et le Parti communiste de Yougoslavie pour l'édification du socialisme et l'égalité nationale deviendra et devient déjà la cause de tous les hommes véritablement progressistes dans le monde. »

presses ne trouve pas d'imprimeurs, ceux-ci craignant la répression gouvernementale, ont montré à la classe ouvrière au moyen de publications monotypées de quelle manière peuvent être reconquises les libertés démocratiques piétinées par Péron; en luttant sur un programme de classe et contre l'impérialisme et contre la bourgeoisie nationale.

LA CRISE INTERNATIONALE DU STALINISME

ALLEMAGNE ORIENTALE.

On apprend le suicide de Suzanne Keraffoff, après répit, membre du parti, à la suite d'une enquête menée par le « Bureau de la Maison de l'Unité allemande à Berlin. A la suite de cette même enquête, diverses mesures ont frappé des intellectuels, notamment le professeur Winterstein, directeur de l'Institut Marx-Engels, a été relevé de ses fonctions.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Le IX<sup>e</sup> Congrès du P.C. slovaque a condamné l'ancien ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie, Vladimir Clementis, malgré « l'autenticité » à laquelle il se livra. Il est tout à fait remarquable que l'accusation essentielle contre celui qui fut pendant plusieurs années après la libération un ministre communiste, c'est sa position de 1939 sur le pacte germano-soviétique. Clementis condamna le pacte Hitler-Staline, et s'il retrouva une place dans le parti, Staline ne pouvait tolérer cela. Tout ou tard, Clementis devait payer.

Le même Congrès a condamné également l'ancien Président du Bureau des Communistes slovaques, Husak, et l'ancien commissaire à l'Education, aux Arts et aux Sciences, L. Novomesky, pour déviations nationalistes petites bourgeois. Probablement là aussi des velléités d'indépendance par rapport à Moscou sont à l'origine de ces condamnations.

ESTONIE.

Dans cette république balte qui fut incorporée à l'U.R.S.S., sévit une épuratoire intense qui a frappé les principaux dirigeants. Ont été révoqués sous l'accusation de « nationalisme bourgeois », les personnalités suivantes: Erubik Luus, ministre de l'Education; Eduard Peit, Président du Conseil du Soviet suprême; Nigel Anderson, Vice-Président de l'égard de la Justice; Boris Kuum, ministre de la Sécurité nationale; Nikolai Karotam, membre du B.P. estonien.

Une réunion de Zilliacus sur l'importance internationale de la Yougoslavie

Sous le patronage de C. Bourdet, L. Dalmas et M. Morin, était organisée, le jeudi 1<sup>er</sup> juin, à la Mutualité, une réunion où l'importance internationale de la Yougoslavie devait être traitée par K. Zilliacus. Plus de 500 personnes y assistèrent. L'ancien compagnon de route des stalinien, après avoir exposé les faits, déclara notamment sur l'aspect du droit d'égalité des nations sur la base de la Charte de l'O.N.U. Mais, en libéral petit-bourgeois impérialiste, il n'aborda à aucun moment le problème fondamental, à savoir: pourquoi Staline s'attaque-t-il à la Yougoslavie, pour quels intérêts sociaux combat-il la révolution des ouvriers et des paysans yougoslaves? Pour Zilliacus, tout le développement des dirigeants communistes yougoslaves — et notamment l'exposé de Djilas sur la bureaucratie — est lettre morte.

De ce fait, on conceit fort bien qu'au moment où s'engage la discussion, un membre du P.C.F. de Clichy déclara qu'il ne comprenait pas, après ce qui venait d'être dit, pourquoi le développement des dirigeants communistes yougoslaves — et notamment l'exposé de Djilas sur la bureaucratie — est lettre morte.

« De nombreux intervenants, dont celle du camarade Pivov pour le P.C.I. et du camarade Filaret, montrèrent la véritable importance de l'affaire yougoslave, dans le fait qu'elle pose avec la force d'un pays de 15 millions d'habitants tous les problèmes du mouvement ouvrier, de son indépendance à l'égard de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme américain et quelle stimule

Sois un correspondant de « LA VERITE »

le renouveau du mouvement ouvrier. Signalez aussi l'intervention d'un travailleur vietnamien qui regretta que le P.C.F. ne montrât pas autant d'intérêt pour empêcher l'expédition du corps expéditionnaire au Viet-Nam que pour s'opposer à l'envoi de délégations et de brigades en Yougoslavie. Il y eut aussi un échange de vues entre militants du P.S.U. les uns pro-yougoslaves, les autres kominformistes.

« Quant à Zilliacus, dans sa conclusion, il évoqua toute réponse sur la question des caméarades auxquelles il était associé contre les victimes des procès de Moscou, mais d'une façon très vaine, bien dans les mœurs du parlementarisme bourgeois, il se laissa la porte ouverte pour les reprendre.

« La réunion peut se tenir, avec une discussion fort intéressante, c'est parce que des formations du parti stalinien rassemblées autour de la salle — plus d'une centaine d'hommes — recueurent à attaquer le service d'ordre constitué, en très grande partie, par les membres du P.C.I.

CHRONIQUE YOUGOSLAVE

« Nous devons démontrer par des faits, par notre œuvre, que notre pays est socialiste. Nous ne nous payons pas de mots vides et nous devons au moins enlever... Que celui qui affirme que nous sommes des fascistes vienne chez nous pour se convaincre que nous sommes des socialistes. Une campagne électorale est déclenchée aujourd'hui, pour empêcher les hommes de venir dans notre pays afin qu'ils puissent se convaincre sur place de ce qui est la vérité et de ce qui ne l'est pas. Mais, malgré tout cela, la vérité sur notre pays poursuit triomphalement son chemin jusqu'à la victoire finale. »

« Il est dans un discours à Zagreb à l'occasion de l'inauguration de 13 millions de communistes yougoslaves tombés au cours des années passées, Djilas a souligné le caractère international de la lutte menée par leur mouvement.

« Les (les camarades tombés) ne pouvaient pas savoir alors, pas plus que nous-mêmes, que le premier pays du socialisme deviendrait le centre du révisionnisme pour, enfin, se développer en un centre de la traïson du socialisme et de la lutte de libération des peuples. Ils ont lutté et ils sont tombés pour une nouvelle société où les travailleurs seraient vraiment leurs maîtres, où les peuples auraient une vraie liberté et une indépendance véritable. Ils ont combattu et ils sont tombés pour ce monde nouveau, à l'édification duquel est appelée la classe ouvrière et quelle diffiera malgré tous ses ennemis.

« Leur cause (de nos peuples) est devenue celle de tout le peuple travailleur, de tous les peuples de Yougoslavie. En leur leur, les hommes de la Révolution d'Octobre en Russie frayèrent le nouveau chemin du socialisme, leur cause étant celle de l'humanité progressiste tout entière. Il en est de même aujourd'hui avec la lutte des peuples yougoslaves, la lutte pour le développement continu du socialisme ne pouvant être la cause d'un seul pays et d'un seul peuple, mais, car le socialisme, par sa substance même, est internationaliste.

« La lutte menée aujourd'hui par les peuples yougoslaves et le Parti communiste de Yougoslavie pour l'édification du socialisme et l'égalité nationale deviendra et devient déjà la cause de tous les hommes véritablement progressistes dans le monde. »

« Les (les camarades tombés) ne pouvaient pas savoir alors, pas plus que nous-mêmes, que le premier pays du socialisme deviendrait le centre du révisionnisme pour, enfin, se développer en un centre de la traïson du socialisme et de la lutte de libération des peuples. Ils ont lutté et ils sont tombés pour une nouvelle société où les travailleurs seraient vraiment leurs maîtres, où les peuples auraient une vraie liberté et une indépendance véritable. Ils ont combattu et ils sont tombés pour ce monde nouveau, à l'édification duquel est appelée la classe ouvrière et quelle diffiera malgré tous ses ennemis.

« Leur cause (de nos peuples) est devenue celle de tout le peuple travailleur, de tous les peuples de Yougoslavie. En leur leur, les hommes de la Révolution d'Octobre en Russie frayèrent le nouveau chemin du socialisme, leur cause étant celle de l'humanité progressiste tout entière. Il en est de même aujourd'hui avec la lutte des peuples yougoslaves, la lutte pour le développement continu du socialisme ne pouvant être la cause d'un seul pays et d'un seul peuple, mais, car le socialisme, par sa substance même, est internationaliste.

« La lutte menée aujourd'hui par les peuples yougoslaves et le Parti communiste de Yougoslavie pour l'édification du socialisme et l'égalité nationale deviendra et devient déjà la cause de tous les hommes véritablement progressistes dans le monde. »

« Nous devons démontrer par des faits, par notre œuvre, que notre pays est socialiste. Nous ne nous payons pas de mots vides et nous devons au moins enlever... Que celui qui affirme que nous sommes des fascistes vienne chez nous pour se convaincre que nous sommes des socialistes. Une campagne électorale est déclenchée aujourd'hui, pour empêcher les hommes de venir dans notre pays afin qu'ils puissent se convaincre sur place de ce qui est la vérité et de ce qui ne l'est pas. Mais, malgré tout cela, la vérité sur notre pays poursuit triomphalement son chemin jusqu'à la victoire finale. »

« Il est dans un discours à Zagreb à l'occasion de l'inauguration de 13 millions de communistes yougoslaves tombés au cours des années passées, Djilas a souligné le caractère international de la lutte menée par leur mouvement.

« Les (les camarades tombés) ne pouvaient pas savoir alors, pas plus que nous-mêmes, que le premier pays du socialisme deviendrait le centre du révisionnisme pour, enfin, se développer en un centre de la traïson du socialisme et de la lutte de libération des peuples. Ils ont lutté et ils sont tombés pour une nouvelle société où les travailleurs seraient vraiment leurs maîtres, où les peuples auraient une vraie liberté et une indépendance véritable. Ils ont combattu et ils sont tombés pour ce monde nouveau, à l'édification duquel est appelée la classe ouvrière et quelle diffiera malgré tous ses ennemis.

« Leur cause (de nos peuples) est devenue celle de tout le peuple travailleur, de tous les peuples de Yougoslavie. En leur leur, les hommes de la Révolution d'Octobre en Russie frayèrent le nouveau chemin du socialisme, leur cause étant celle de l'humanité progressiste tout entière. Il en est de même aujourd'hui avec la lutte des peuples yougoslaves, la lutte pour le développement continu du socialisme ne pouvant être la cause d'un seul pays et d'un seul peuple, mais, car le socialisme, par sa substance même, est internationaliste.

« La lutte menée aujourd'hui par les peuples yougoslaves et le Parti communiste de Yougoslavie pour l'édification du socialisme et l'égalité nationale deviendra et devient déjà la cause de tous les hommes véritablement progressistes dans le monde. »

« Les (les camarades tombés) ne pouvaient pas savoir alors, pas plus que nous-mêmes, que le premier pays du socialisme deviendrait le centre du révisionnisme pour, enfin, se développer en un centre de la traïson du socialisme et de la lutte de libération des peuples. Ils ont lutté et ils sont tombés pour une nouvelle société où les travailleurs seraient vraiment leurs maîtres, où les peuples auraient une vraie liberté et une indépendance véritable. Ils ont combattu et ils sont tombés pour ce monde nouveau, à l'édification duquel est appelée la classe ouvrière et quelle diffiera malgré tous ses ennemis.

« Leur cause (de nos peuples) est devenue celle de tout le peuple travailleur, de tous les peuples de Yougoslavie. En leur leur, les hommes de la Révolution d'Octobre en Russie frayèrent le nouveau chemin du socialisme, leur cause étant celle de l'humanité progressiste tout entière. Il en est de même aujourd'hui avec la lutte des peuples yougoslaves, la lutte pour le développement continu du socialisme ne pouvant être la cause d'un seul pays et d'un seul peuple, mais, car le socialisme, par sa substance même, est internationaliste.

« La lutte menée aujourd'hui par les peuples yougoslaves et le Parti communiste de Yougoslavie pour l'édification du socialisme et l'égalité nationale deviendra et devient déjà la cause de tous les hommes véritablement progressistes dans le monde. »



Les métallos s'organisent indépendamment des vieilles directions

La Conférence des Métallurgistes qui s'est tenue le 14 mai a décidé de former une tendance organisée luttant au travers des centrales pour l'unité d'action. Malgré des difficultés certaines, particulièrement d'ordre financier, le Bureau élu met au point une tactique de combat à l'intérieur des organisations syndicales et parmi les inorganisés, afin de permettre aux métallogistes de se préparer aux prochaines luttes.

En effet, après les grèves de février-mars 1950, les métallogistes sont rentrés dans leurs usines avec le sentiment de n'avoir pas été défaits par le patronat. Les directions syndicales, non seulement n'ont pas voulu réaliser le Front unique pour une lutte d'ensemble, mais en voulant maintenir le contrôle sur les mouvements, elles ont interdit toutes les possibilités aux travailleurs de diriger eux-mêmes leur propre combat.

La Conférence des Métallurgistes a tiré les conclusions des grèves et, en discutant de la situation, a décidé de mettre au point un programme revendicatif qu'elle soumettra à la discussion des travailleurs. Démocratie et Unité d'action sont les deux principes sur lesquels veut combattre et se forger la tendance des métallogistes qui appelle les travailleurs de toutes tendances et inorganisés à briser les barrières des organisations pour se rassembler, chassant d'abord de la centrale de son choix.

Les élections à la Sécurité Sociale

Au moment où paraîtra ce numéro auront lieu dans toute la France les élections à la Sécurité Sociale. Même dans le cadre restreint de la législation bourgeoise, il s'agit d'un fait important, les causes manipulées sur une masse de salaires considérables. Et n'a-t-on pas appris récemment que les patrons de la Région Parisienne avaient gardé par devers eux une somme de 7 milliards de francs, extorquée littéralement aux travailleurs?

Ces élections, comme celles des délégués d'usine, trouvent un mouvement syndical profondément divisé. Et les électeurs sont placés devant un très grand nombre de listes. Il est très possible, en faisant jouer préalablement la démocratie au sein du mouvement ouvrier, d'établir des listes de front unique et de faire manifester par un vote massif la volonté des travailleurs envers les mensonges des patrons et de l'Etat contre la Sécurité Sociale.

Mais les bureaucraties ouvrières sont peu intéressées au front unique et elles se sont lancées dans la lutte pour les postes aux caisses de la Sécurité Sociale. Véritablement, cette situation, semant la confusion, facilite l'action des agents du gouvernement et du patronat, permettant de façon si colorée, notamment dans le Monde.

Les travailleurs écarteront résolument tous les « indépendants » qui sont, comme de coutume, ceux qui dépendent le plus des exploités. Ils écarteront tous ceux qui ont mis des maquis et des faux nez pour dissimuler leurs propres visages. Ils écarteront tous ceux de se mêler des bureaucraties; mais pour la clarté du dispositif des forces de classe, il faut résolument écarter aussi toutes les listes de groupements dits autonomes qui veulent confondre les problèmes qui se posent devant la classe ouvrière (1). Il faut assurer la victoire des listes présentées par les syndicats ouvriers.

(1) Il ne s'agit pas des syndicats autonomes de Fonctionnaires qui représentent effectivement la masse des fonctionnaires, mais de ces « autonomes » qui le sont aussi que d'autres sont « indépendants ». Les Syndicats de Fonctionnaires ne présentent d'ailleurs pas la liste dite des « autonomes ».

SIGNEZ LA PÉTITION ? NON Nos revendications d'abord!

(Suite de la 1<sup>re</sup> page) nationaliste demande à tous les militants révolutionnaires qui mettent les intérêts de leur classe au-dessus des intérêts du Kremlin, de répondre: nous ne signons pas, nos revendications d'abord! La lutte contre la guerre du Vietnam d'abord! Pour LE MINIMUM VITAL, nous pouvons réaliser l'UNITÉ DE FRONT des travailleurs contre les patrons et contre le gouvernement. Avec la campagne de Stockholm accentuée, nous trouveront inégalement de préparer et de mener les luttes pour arracher ces revendications, et la défaite de ces luttes favoriserait la préparation à la guerre. Par contre, la préparation d'un front unique démocratiquement organisé sur les revendications, ouvrirait la porte à la réaction jusqu'à la prise du pouvoir par les travailleurs, seule garantie d'une paix réelle.

L'emprise stalinienne sur la masse se fait fortement déclinante. La campagne de Stockholm accentue le malaise. Pour la première fois depuis de longues années, de profonds courants existent parmi les travailleurs à la recherche d'une voie nouvelle. La coordination, le regroupement des forces révolutionnaires sur le programme défendu par le P.C.I. est à présent une nécessité. Il est nécessaire que tous ceux qui veulent transformer la situation en rénovant le mouvement révolutionnaire.

Chez Unic, à Puteaux

MARCHAND exclu de la C.G.T.

Depuis de nombreuses années, les travailleurs sont intervenus à Suresnes, à Puteaux et dans l'ensemble de ce secteur de la banlieue parisienne. Contre les fascistes, le P. R. L., le R. P. F. Et dans les grèves avec les travailleurs de la région. A chaque occasion il a montré la voie de la victoire, la voie de la révolution prolétarienne contre les réformistes à la Dardel, contre la passivité ou les aventures du P.C.F.

Parallèlement à cette action, la section stalinienne n'a cessé de couvrir notre Parti des piéces calomnieuses, traitant les militants ouvriers révolutionnaires dans la boue. Cette campagne de calomnies recommence. La Vérité signale, il y a quelques mois, l'accusation portée contre un travailleur de chez Unic, militant de notre Parti, le camarade Marchand. Accusé mensongèrement d'avoir dénoncé un membre du U.J.R.F. sur ses faits, le faire arrêter, ce camarade avait été exclu de la C.G.T.

Le camarade Marchand a répondu en toutes occasions à cette accusation. A la Commission des conflits du syndicat de Puteaux, il a confondu l'accusateur. Nenni, ancien maire de Puteaux et maintenant Secrétaire administratif du P.C.F. qui fut incapable de prouver quoi que ce soit.

Après cette Commission des conflits, Marchand réunit rapidement une vingtaine de signataires, réclamant la constitution d'un jury d'honneur pour enquêter. Refus du Bureau syndical.

Puis vint la dernière grande grève. Il est à noter que le Comité central de grève ou le Comité pour le front unique.

Le jeudi 1<sup>er</sup> juin, il est convoqué à l'Assemblée des syndicats C.G.T. de l'usine. Un grand nombre de travailleurs sont écœurés par de telles méthodes. Les dirigeants stalinien de la C.G.T. veulent exclure le camarade Marchand de la section syndicale. Ils veulent faire de la C.G.T. une organisation stalinienne dans laquelle tout le monde suivra aveuglément les ordres des fauteuils syndicaux.

En plus de cela, ils veulent salir le camarade Marchand en tant que militant ouvrier, mettre le doute dans la tête des travailleurs de l'usine. Ils pensent ainsi être tranquilles pour continuer à mener leur politique aventureuse contre-révolutionnaire.

Ils se trompent. Demain de nouveaux militants viendront se joindre à Marchand pour défendre une politique révolutionnaire. De nouveaux travailleurs se joindront à ceux qui s'opposent à l'orientation de faillite de la direction des métaux et de la C.G.T. Tout en étant unis, ceux-ci doivent ainsi non en parole mais dans les faits, un peu plus la classe ouvrière, en affaiblissant le syndicat, en écœurant un plus grand nombre de travailleurs.

L'Assemblée syndicale réunissait environ 45 ouvriers sur environ 300 syndiqués de l'usine et 1.200 employés et ouvriers de l'entreprise. 36 travailleurs votèrent l'exclusion.

Malgré ces méthodes, imposées par la direction du P.C.F. et de la C.G.T., la politique révolutionnaire ne se tira pas.

Travailleurs de chez Unic, syndiqués de l'usine, protestez contre ces méthodes. Bannissez du mouvement ouvrier, ces calomnies. Exigez la réintégration de Marchand dans le syndicat.

« LA VERITE » ne se trouve pas dans tous les kiosques. Si tu veux être assuré de la lire régulièrement, CAMARADE, ABONNE-TOI! PRIX DE L'ABONNEMENT: 1 an (24 num.): France 200 fr. 1 an Colonies par avion: Afrique du Nord 300 fr. A. O. F. 400 fr. Indochine 680 fr. 1 an: Etranger 550 fr.

Les brigades préparent leur départ

L'écho rencontré par l'appel du Comité d'initiative pour l'envoi de brigades en Indochine ne fait que croître, comme en témoigne le n° 2 de « La Brigade » qui vient de paraître.

De nombreuses lettres montrent que l'effet d'intimidation escompté par les stalinien dans leur campagne de calomnies a été quasiment nul. Au contraire, elle a déterminé de nombreux jeunes à partir et à soulever le voile qu'ils voulaient jeter sur la question yougoslave. Ainsi l'un d'eux écrit:

« En lisant le numéro d'aujourd'hui dans l'Humanité, j'ai appris l'existence de votre mouvement. Immédiatement, j'ai cherché et trouvé votre journal (n° 1) le but de votre Comité m'a profondément intéressé ».

Des dizaines d'autres lettres arrivent tous les jours, 53, faubourg Poissonnière. Elles émanent de tous les horizons politiques ou confessionnels: U.S.R.F., ajistes, E.D.F., J.O.C., ex-J.S., sans parler de ceux très nombreux qui n'appartiennent à aucun mouvement organisé.

Toutes font apparaître que le mot d'ordre des Brigades, « NOUS VOULONS CONNAITRE LA VERITE », a été profondément ressenti par ceux qui sont les démunés, des colonies, des méthodes importées de Chicago, et qui pensent qu'une cure de vérité est nécessaire dans le mouvement ouvrier.

D'ailleurs, parmi ceux qui attaquent les Brigades avec le plus d'acharnement, beaucoup ont mauvaise conscience, ce qui explique dans une grande mesure la discrétion (malgré les menaces telles que ce pas une réunion de brigadistes au Quartier Latin) de M. Maria et de son service d'ordre qui, au meeting Zilliacus après avoir vu le service d'ordre, se retirèrent précipitamment sur la pointe des pieds. Il est naturellement beaucoup plus agréable de matriquer sauvagement (après les avoir amicalement invités à entrer) trois camarades, anciens brigadistes 1947, venus à une réunion convoquée par les rures « anciens » demeurés fidèles au Komintern. Ce genre d'opération de la part de gens qui prétendent lutter contre le fascisme avec les méthodes de celui-ci a soulevé l'indignation de tous les futurs brigadistes. Un meeting aux « Sociétés Savantes » doit se tenir le 9 juin où s'affirmera la volonté des jeunes de ne pas céder au chantage et à la menace.

Mais les Brigades ne font pas seulement que se défendre, elles s'organisent. Les premières réunions de sections dans la Région Parisienne ont eu lieu lundi 5 juin. Des camarades, désignés par le Comité Régional provisoire, ont exposé le rôle de ces réunions. Il ne s'agit pas seulement de parler en yougoslave. Les futurs brigadistes doivent d'abord se connaître entre eux, prendre contact, organiser la propagande et la défense des Brigades sur le plan local. Ces réunions se sont tenues avec un plein succès. Partout, des volontaires se sont proposés pour le collage d'affiches, la distribution de tracts, la constitution de services d'ordre. Des bureaux ont été élus qui ont pour tâche d'organiser la vie de secteurs exposés aux futurs brigadistes, défense, propagande, liaison avec les organisations de jeunes locales, etc... Tous, nous a dit Anne Cardinal, ont compris qu'ils n'étaient pas des gens convaincus d'avance, mais que, contre vents et marées, ils iraient sur leur place et ont voulu qu'un message vint à l'appui de la Yougoslavie. Tous ont proclamé, propagant de dire tout ce qu'ils ont vu des leurs retours.

L'effort énorme entrepris par les Brigades doit être compris et soutenu. Tous les militants révolutionnaires voudront faire partie des brigades. Pour qu'elles vivent et luttent, il faut les aider financièrement. Envoyez les fonds à C.C.P. Michel Coté 7382-36 Paris.

Le mouvement pour les brigades a aussi d'importantes répercussions chez les peuples coloniaux. Une quarantaine de Vietnamiens ont décidé de se rendre en Yougoslavie, car, ont-ils dit, « les travailleurs du monde entier ne peuvent rester indifférents devant le problème yougoslave qui les touche aussi directement ». Plus d'une vingtaine de travailleurs et étudiants annulés ont également décidé de partir. Une brigade nord-africaine s'organise. Les peuples coloniaux, plus que tous les autres, veulent rejeter les menaces et les calomnies. La Vérité, quelle arme terrible contre les pêcheurs en eau trouble!

Chez Chausson (Asnières)

LES JEUNES VEULENT CONNAITRE LA VERITE

Cette jeunesse, qui a montré sa capacité de lutte dans les derniers mouvements de l'entreprise, est pleine d'enthousiasme révolutionnaire; elle veut connaître la vérité sur ce pays qui était socialiste hier et qui serait, paraît-il, fasciste aujourd'hui. Cette volonté de vouloir contrôler les dires de ceux qui ont changé de position du jour au lendemain, déchirés à l'aveugle des stalinien locaux; ils sentent le sol se dérober sous

leurs pas. Les ouvriers ne veulent plus croire leurs dires sans contrôler, voilà la cause réelle de l'hygiène qui mettent à empêcher le départ des brigades de jeunes en Yougoslavie. Ils détestent sur les participants membres du P.C.I. des tonnerres de calomnies.

Pour l'occasion, ils ont remporté tout l'arsenal révolutionnaire. Deux articles ont paru dans le journal local La Voix populaire, deux tracts ont été distribués, dans l'un était signé de quatre anciens brigadistes membres de l'U.J.R.F. Plus de vingt jeunes ouvriers de chez Chausson ont répondu par un tract, affirmant que ce n'est pas la calomnie qui les ferait reculer. Une réunion invitait les camarades à s'expliquer et fut organisée. Elle rassembla environ 70 personnes, sensiblement divisées par moitié. Malgré le chahut et les provocations des jeunes stalinien qui parlent de démocratie à tout bout de champ, la réunion s'est tenue dans laquelle s'est affirmée notre volonté de trouver encore d'autres participants.

Il faut signaler que cette réunion, de vieux militants ouvriers étaient venus faire respecter la démocratie prolétarienne. Dans l'usine, tout le monde ne partage pas l'avis du P.C.I. sur la Yougoslavie, mais tous les ouvriers qui pensent avec leur tête sont d'accord avec les jeunes pour qu'ils partent voir et ils leur font confiance pour dire ce qu'ils auront vu là-bas.

O. V.

A MONTREUIL

La calomnie fait long feu

L'U.J.R.F. organisait, le lundi 5 juin, à Montreuil, une réunion destinée à contre-carer le mouvement en faveur des Brigades qui se développent dans une école technique de la localité.

Roger Maria et Francis Crémieux étaient annoncés au programme, et l'on comptait bien qu'ils réussiraient à influencer les jeunes camarades « sincères » mais « inexpérimentés » qui s'interrogeaient sur la Yougoslavie. Ceux-ci furent invités à « venir discuter » et les organisateurs avaient promis que le même droit serait accordé à des représentants du Comité National d'Initiative; quelques-uns de nos camarades se rendirent à l'invitation.

Mis devant le fait accompli, Roger Maria ne pouvait refuser à nos camarades le droit de parole sans se discréditer auprès des jeunes qui voulaient convaincre, en même temps qu'auprès de tous les membres de l'U. R. F. attachés à la liberté d'expression.

Dans cette situation, il est recouru à une manœuvre de diversion: on a « venu discuter » et les organisateurs avaient promis que le même droit serait accordé à des représentants du Comité National d'Initiative; quelques-uns de nos camarades se rendirent à l'invitation. Mis devant le fait accompli, Roger Maria ne pouvait refuser à nos camarades le droit de parole sans se discréditer auprès des jeunes qui voulaient convaincre, en même temps qu'auprès de tous les membres de l'U. R. F. attachés à la liberté d'expression. Dans cette situation, il est recouru à une manœuvre de diversion: on a « venu discuter » et les organisateurs avaient promis que le même droit serait accordé à des représentants du Comité National d'Initiative; quelques-uns de nos camarades se rendirent à l'invitation.

Nos camarades mirent Maria au défi d'apporter des preuves et démentir vigoureusement la manœuvre destinée à étouffer le droit de contradiction accordé sur le papier. Mais pour déjouer cette manœuvre et ne pas permettre que s'engage une bagarre pour ou contre de Sède, ils acceptèrent que celui-ci quitte la salle.

La réunion se poursuivit, marquée par les affirmations toujours aussi peu convaincantes de Dominique de Sants et Roger Maria sur la transformation de la Yougoslavie en Etat fasciste. Il fallut bien donner suite la pa-

Le Congrès de l'Enseignement de la Seine et la question de la guerre

Le jeudi 25 mai eut lieu le Congrès du Syndicat de l'Enseignement de la Région Parisienne (S.E.R.P.).

La tendance cégeste vota contre le rapport d'activité présenté par la majorité réformiste. Elle ne fit AUCUNE critique à l'action revendicative menée par la section du syndicat, mais lui reprocha seulement de ne pas avoir fait sienne sa politique de « lutte pour la paix ».

La tendance cégeste vota contre le rapport d'activité. Le S. E. R. P. fit, en effet, grève à deux reprises, le 15 juin et le 25 novembre dans la Seine; sa direction essaya de nouer des contacts entre les différents organismes de fonctionnaires C.G.T., F.O., Autonomes, pour réaliser l'unité d'action. Les camarades de l'Ecole Enseignée firent cependant des réserves sur l'insuffisance de l'action en faveur des Jeunes, la carence du syndicat sur le plan de la lutte contre la guerre d'Indochine.

Les stalinien avaient voulu placer ce Congrès sous le signe de la Bombe Atomique, et ce fut sur la question de la paix, dont ils firent naturellement leur cheval de bataille, que roula l'essentiel du débat d'orientation.

Les réformistes montrèrent une fois de plus leur incohérence, leurs illusions petites bourgeoises et pacifistes, en faisant à l'Appel de Stockholm l'unique reproche de ne pas comporter l'interdiction de TOUTES les armes de guerre, de ne pas appeler les gouvernements au « désarmement général ».

Les Amis de l'Ecole Emancipée furent les seuls à poser le problème de la paix sur un terrain de classe. Les camarades, dans des interventions très écoutes, affirmèrent que seule la lutte intransigeante pour les revendications quotidiennes ferait reculer le patronat dans sa préparation à la guerre. Ils dénoncèrent le caractère réformiste et pacifiste des propositions stalinien; la guerre n'est pas imminente, expliquèrent-ils, car la classe ouvrière n'est battue dans aucun pays. Les possibilités révolutionnaires du prolétariat restent très grandes.

Dans sa motion que nous reproduisons plus loin, l'Ecole Emancipée affirma la nécessité d'une politique révolutionnaire indépendante de Wall Street et du Kremlin; elle appela à la lutte contre la diplomatie secrète, pour le retrait de toutes les troupes d'occupation pour la cessation immédiate de la guerre d'Indochine. Elle demanda à la Fédération de l'Education Nationale de proposer aux organisations syndicales et ouvrières un rassemblement contre la guerre où seraient confrontés les points de vue des différentes tendances du mouvement ouvrier.

Les stalinien, pris à tout pour faire passer en contrebande l'Appel de Stockholm, même en l'accompagnant à la saute des réformistes, présentèrent une motion ajoutant à l'interdiction de la bombe atomique celle de tous les engins de guerre.

La majorité du Congrès, impressionnée par la ferme position de l'Ecole Emancipée et désireuse aussi de faire à tout prix rétro à la motion cégeste, vota la motion de l'Ecole Emancipée.

On vit, une fois de plus, au cours de ce Congrès combien l'application mécanique et artificielle, sans lien avec les problèmes réels, des mots d'ordre stalinien, isole les cégestes de l'ensemble des syndiqués.

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur l'application de la motion votée par le Congrès: trop de motions semblables ont été déjà présentées en faveur de la direction réformiste. Mais la tendance syndicaliste révolutionnaire de l'Enseignement s'est renforcée de ce Congrès où elle s'attria de nombreuses sympathies et qui eut prévaloir ses positions sur une question capitale.

Résolution

Le Congrès du S.E.R.P. ne se sépare pas sans la lutte contre la guerre de la lutte qu'il mène quotidiennement pour les revendications immédiates des travailleurs et pour la réaffirmation du mouvement syndical ouvrier.

Il considère que la campagne contre l'interdiction de la bombe atomique ainsi que toute campagne visant à la réduction des armements sont illusoire quand elles ne s'accompagnent pas d'une dénonciation de la diplomatie secrète, de la demande de publication des traités, du retrait de toutes les troupes d'occupation et de la proclamation du droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le Congrès affirme la nécessité primordiale de lutter: 1<sup>o</sup> contre la guerre d'Indochine et pour le retrait des troupes d'occupation au Vietnam; 2<sup>o</sup> contre l'occupation de l'Allemagne et pour la libre détermination du peuple allemand.

Le Congrès décide en conséquence: 1<sup>o</sup> de proposer à la F.E.N. la constitution d'un Comité d'action contre la guerre d'Indochine, auquel il convoquera toutes les organisations ouvrières décidées à mener cette lutte; 2<sup>o</sup> de préparer un rassemblement contre la guerre où les différents organismes ouvriers pourraient, en confrontant leurs points de vue, étudier les moyens d'action pour éviter un troisième conflit mondial.

A NEUVES-MAISONS

APRES LE 1<sup>er</sup> MAI

Le n° 4 d'Unité d'action, organe du Comité national d'action des métallogistes de Neuves-Maisons, paraît de nouveau. Voici ce qu'on peut y lire sur le 1<sup>er</sup> mai dans cette localité:

« En 1945-1946, 2.000 travailleurs manifestèrent dans la rue le 1<sup>er</sup> mai. Le 1<sup>er</sup> mai 1950 combien échos-nous? 300 partant un chœur plutôt optimiste. L'année dernière, la manifestation organisée en commun par les trois organisations syndicales avait encore groupé un nombre de travailleurs beaucoup plus important que cette année. L'unité ne s'est pas réalisée, les organisations syndicales n'ayant pu se mettre d'accord. Force Ouvrière avait posé comme condition à sa participation que les mots d'ordre, que les discours prononcés ne traitent que les revendications à l'exclusion de la paix, plan Marshall, pacte Atlantique. Cette condition n'a pas été acceptée par la C.G.T. et c'est sous les auspices de la seule C.G.T. que la manifestation a eu lieu.

Fidèles à leur attitude habituelle, les dirigeants F.O. saisissent les moindres prétextes pour repousser les propositions de front unique provenant de la C.G.T. Que leur importe que le 1<sup>er</sup> mai devienne une journée comme une autre, et que la division se perpétue pour le plus grand profit du patronat et de la bourgeoisie. Car le fascisme des manifestations du 1<sup>er</sup> mai n'est pas seulement celui des dirigeants stalinien de la C.G.T., mais le signe de la dispersion et de la faiblesse du mouvement ouvrier tout entier.

La faible participation des travailleurs cégestes à la manifestation montre également leur désapprobation de l'utilisation que font les dirigeants de la C.G.T. des manifestations ouvrières. La politique suivie par ces dirigeants depuis cinq ans, les défaites ajoutées aux défaites ne font que décourager chaque jour davantage un nombre plus grand d'ouvriers.

La nécessité de regrouper les travailleurs dans un front unique démocratique par-dessus les vieilles directions syndicales s'impose toujours davantage et seuls des Comités d'Unité d'action, élus et contrôlés par les travailleurs, seront capables de le faire.

A NANTES

Au dernier Congrès de l'Union départementale C.G.T., le secrétaire et un des secrétaires adjoints sont remplacés. Le motif de ce changement serait l'échec de l'action entreprise pour la constitution de groupes de combattants de la Paix.